

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2078

[2009/202469]

**14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon portant abrogation de certaines dispositions
en matière d'urbanisme et d'agriculture**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 20;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3;

Vu le décret du 7 septembre 1989 concernant l'attribution du label de qualité wallon, l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne, notamment l'article 2;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 273 et les articles 452/54 à 452/59;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1955 déléguant au Ministre de l'Agriculture le pouvoir de fixer le montant et les conditions des interventions du Fonds agricole;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté royal du 16 mars 2000 relatif aux modalités d'application du régime de primes, des quotas de production et de l'octroi de l'aide spécifique aux groupements de producteurs dans le secteur du tabac brut;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 2004 instituant un régime de soutien aux premiers transformateurs agréés et aux transformateurs assimilés dans le secteur du lin textile et du chanvre textile;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992 concernant l'attribution du label de qualité wallon à la viande "Blanc Bleu fermier";

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 1993 concernant l'attribution du label de qualité wallon à la viande "Porc fermier";

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 1993 portant l'agrément des organismes tiers de contrôle désignés en vue de l'attribution du label de qualité wallon aux viandes "Blanc Bleu fermier" et "Porc fermier";

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 1994 concernant l'attribution de la dénomination "Label de qualité wallon - Poulet de chair";

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 1994 désignant les organismes certificateurs habilités à délivrer les attestations de qualité "Label de qualité wallon - Poulet de chair";

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 1996 prolongeant la période d'agrément des organismes tiers de contrôle repris à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 1997 modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991 portant agrément d'organismes certificateurs, dans le cadre du décret du 7 septembre 1989 concernant l'attribution du label de qualité wallon, l'appellation d'origine wallonne et l'appellation d'origine locale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 1998 concernant l'attribution du label de qualité "Escargot fermier";

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 1998 désignant les organismes certificateurs habilités à délivrer les attestations de qualité "Escargot fermier";

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2000 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 3 mai 1994 relatif à la prime au bénéfice des producteurs de viande ovine;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif à la prime à l'abattage dans le secteur de la viande bovine;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif à la prime spéciale et au paiement à l'extensification pour les producteurs de viande bovine;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant application de l'arrêté royal du 3 mai 1994 relatif à la prime au bénéfice des producteurs de viande ovine;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif aux paiements supplémentaires dans le secteur de la viande bovine;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 2001, instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2003 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant application de l'arrêté royal du 3 mai 1994 relatif à la prime au bénéfice des producteurs de viande ovine;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 établissant une prime aux produits laitiers et des paiements supplémentaires en faveur des producteurs laitiers;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2005 dérogeant à certaines obligations en matière de jachères en cas d'application du régime de paiement unique dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2007 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mars 2007 établissant un régime de soutien visant à compenser les effets de perturbation de marché dans le secteur de la volaille durant la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2006 suite à l'apparition de la grippe aviaire dans certains Etats membres de l'Union européenne;

Vu l'arrêté ministériel du 14 mars 1995 relatif à l'octroi d'une aide à la réalisation de projets de démonstration relatifs à l'application des méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 1999 établissant le modèle des formulaires à utiliser pour l'introduction des demandes de subventions agri-environnementales;

Vu l'arrêté ministériel du 12 juin 2001 portant modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2000 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2001 relatif à la prime à l'abattage dans le secteur de la viande bovine ainsi que les arrêtés du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 et du 17 février 2005 qui le modifient;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2001 relatif à la prime spéciale et au paiement à l'extensification pour les producteurs de viande bovine ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 qui le modifie;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2001 relatif aux paiements supplémentaires dans le secteur de la viande bovine ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 qui le modifie;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2001 relatif à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 qui le modifie;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001 portant application de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables ainsi que les arrêtés du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 et du 26 août 2003 qui le modifient;

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 2002 relatif à la fixation du revenu de référence 2002, fixé en vertu de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2003 concernant la réduction des subventions-intérêts relatives aux demandes d'aides à l'agriculture décidées en 2002;

Vu l'arrêté ministériel du 21 novembre 2003 relatif à la fixation du revenu de référence 2003, fixé en vertu de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture;

Vu l'arrêté ministériel du 15 juin 2004 relatif à la fixation du revenu de référence 2004, fixé en vertu de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture;

Vu l'arrêté ministériel du 15 juin 2004 concernant la réduction des subventions-intérêts relatives aux demandes d'aides à l'agriculture décidées en 2003;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mai 2005 concernant la réduction des subventions-intérêts relatives aux demandes d'aides à l'agriculture décidées en 2004;

Vu l'avis du Groupe de travail permanent de la Conférence interministérielle de politique agricole, donné le 14 juillet 2008;

Vu l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, donné le 13 octobre 2008;

Vu l'avis 45.969/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 mars 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre-Président, du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial et du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Dans le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, sont abrogés :

1^o l'article 273, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juin 1994;

2^o les articles 452/54 à 452/59, insérés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003.

Art. 2. Sont abrogés :

1^o l'arrêté royal du 16 mars 2000 relatif aux modalités d'application du régime de primes, des quotas de production et de l'octroi de l'aide spécifique aux groupements de producteurs dans le secteur du tabac brut;

2^o l'arrêté royal du 25 avril 2004 instituant un régime de soutien aux premiers transformateurs agréés et aux transformateurs assimilés dans le secteur du lin textile et du chanvre textile;

3^o l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992 concernant l'attribution du label de qualité wallon à la viande "Blanc Bleu fermier";

4^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 1993 concernant l'attribution du label de qualité wallon à la viande "Porc fermier";

5^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 1993 portant l'agrément des organismes tiers de contrôle désignés en vue de l'attribution du label de qualité wallon aux viandes "Blanc Bleu fermier" et "Porc fermier";

6^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 1994 concernant l'attribution de la dénomination "Label de qualité wallon - Poulet de chair";

7^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 1994 désignant les organismes certificateurs habilités à délivrer les attestations de qualité "Label de qualité wallon - Poulet de chair";

8^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 1996 prolongeant la période d'agrément des organismes tiers de contrôle repris à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 1993;

9^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 1997 modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991 portant agrément d'organismes certificateurs, dans le cadre du décret du 7 septembre 1989 concernant l'attribution du label de qualité wallon, l'appellation d'origine wallonne et l'appellation d'origine locale;

10^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 1998 concernant l'attribution du label de qualité "Escargot fermier";

11^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 1998 désignant les organismes certificateurs habilités à délivrer les attestations de qualité "Escargot fermier";

12° l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2000 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales;

13° l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 3 mai 1994 relatif à la prime au bénéfice des producteurs de viande ovine;

14° l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif à la prime à l'abattage dans le secteur de la viande bovine;

15° l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif à la prime spéciale et au paiement à l'extensification pour les producteurs de viande bovine;

16° l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant application de l'arrêté royal du 3 mai 1994 relatif à la prime au bénéfice des producteurs de viande ovine;

17° l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif aux paiements supplémentaires dans le secteur de la viande bovine;

18° l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes;

19° l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 2001, instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables;

20° l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2003 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture;

21° l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant application de l'arrêté royal du 3 mai 1994 relatif à la prime au bénéfice des producteurs de viande ovine;

22° l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 établissant une prime aux produits laitiers et des paiements supplémentaires en faveur des producteurs laitiers;

23° l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2005 dérogeant à certaines obligations en matière de jachères en cas d'application du régime de paiement unique dans le cadre de la politique agricole commune;

24° l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2007 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture;

25° l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mars 2007 établissant un régime de soutien visant à compenser les effets de perturbation de marché dans le secteur de la volaille durant la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2006 suite à l'apparition de la grippe aviaire dans certains Etats membres de l'Union européenne;

26° l'arrêté ministériel du 14 mars 1995 relatif à l'octroi d'une aide à la réalisation de projets de démonstration relatifs à l'application des méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement;

27° l'arrêté ministériel du 18 mars 1999 établissant le modèle des formulaires à utiliser pour l'introduction des demandes de subventions agri-environnementales;

28° l'arrêté ministériel du 12 juin 2001 portant modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2000 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales;

29° l'arrêté ministériel du 3 décembre 2001 relatif à la prime à l'abattage dans le secteur de la viande bovine ainsi que les arrêtés du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 et du 17 février 2005 qui le modifient;

30° l'arrêté ministériel du 3 décembre 2001 relatif à la prime spéciale et au paiement à l'extensification pour les producteurs de viande bovine ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 qui le modifie;

31° l'arrêté ministériel du 3 décembre 2001 relatif aux paiements supplémentaires dans le secteur de la viande bovine ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 qui le modifie;

32° l'arrêté ministériel du 3 décembre 2001 relatif à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 qui le modifie;

33° l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001 portant application de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables ainsi que les arrêtés du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 et du 26 août 2003 qui le modifient;

34° l'arrêté ministériel du 23 décembre 2002 relatif à la fixation du revenu de référence 2002, fixé en vertu de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture;

35° l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2003 concernant la réduction des subventions-intérêts relatives aux demandes d'aides à l'agriculture décidées en 2002;

36° l'arrêté ministériel du 21 novembre 2003 relatif à la fixation du revenu de référence 2003, fixé en vertu de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture;

37° l'arrêté ministériel du 15 juin 2004 relatif à la fixation du revenu de référence 2004, fixé en vertu de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture;

38° l'arrêté ministériel du 15 juin 2004 concernant la réduction des subventions-intérêts relatives aux demandes d'aides à l'agriculture décidées en 2003;

39° l'arrêté ministériel du 27 mai 2005 concernant la réduction des subventions-intérêts relatives aux demandes d'aides à l'agriculture décidées en 2004.

Art. 3. Le Ministre du Développement territorial et le Ministre de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 mai 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. Antoine

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 2078

[2009/202469]

14. MAI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Aufhebung gewisser Bestimmungen in Sachen Städtebau und Landwirtschaft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 20;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3;

Aufgrund des Dekrets vom 7. September 1989 über die Ausstellung des Wallonischen Qualitätszeichens, die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 273 und der Artikel 452/54 bis 452/59;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. September 1955 zur Übertragung der Befugnis zur Festlegung der Höhe der finanziellen Beteiligung des Landwirtschaftsfonds und der Bedingungen für diese Beteiligung an den Minister der Landwirtschaft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 zur Gewährung von Subventionen im Rahmen von Agrarumweltmaßnahmen, insbesondere des Artikels 7;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 16. März 2000 mit Durchführungsbestimmungen hinsichtlich der Prämienregelung, der Produktionsquoten und der Sonderbeihilfe für Erzeugergemeinschaften im Rohtabaksektor;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 25. April 2004 zur Einführung einer Stützungsregelung für die zugelassenen Erstverarbeiter und die gleichgestellten Verarbeiter im Sektor Faserlein und Faserhanf;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992 über die Ausstellung des wallonischen Qualitätszeichens für das Fleisch "Blanc Bleu fermier" ("Blauweißbrind vom Bauernhof");

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Juli 1993 über die Ausstellung des wallonischen Qualitätszeichens für das Fleisch "Porc fermier" ("Schwein vom Bauernhof");

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Juli 1993 zur Zulassung der außenstehenden Kontrollstellen, die im Hinblick auf die Ausstellung des Wallonischen Qualitätszeichens für das Fleisch "Blanc Bleu fermier" (Blauweißbrind vom Bauernhof) und das Fleisch "Porc fermier" (Schwein vom Bauernhof) benannt wurden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. September 1994 über die Ausstellung des "Label de qualité wallon - Poulet de chair" (wallonisches Qualitätszeichen - Fleischhähnchen);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. September 1994 zur Bezeichnung der bescheinigenden Stellen, die zur Ausstellung der Qualitätsbescheinigungen "Label de qualité wallon - Poulet de chair" (Wallonisches Qualitätszeichen - Fleischhähnchen) befugt sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 1996 zur Verlängerung der Zulassungsdauer der in der Anlage des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Juli 1993 angeführten außenstehenden Kontrollstellen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 1997 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Juli 1991 zur Anerkennung von bescheinigenden Stellen im Rahmen des Dekrets vom 7. September 1989 über die Ausstellung des Wallonischen Qualitätszeichens, die Bezeichnung des wallonischen Ursprungs und die Bezeichnung des lokalen Ursprungs;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 1998 über die Ausstellung des "Label de Qualité - Escargot fermier" (Qualitätszeichen - Schnecke vom Bauernhof);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 1998 zur Bezeichnung der bescheinigenden Stellen, die zur Ausstellung der Qualitätsbescheinigungen "Label de Qualité - Escargot fermier" (Qualitätszeichen - Schnecke vom Bauernhof) befugt sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2000 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 3. Mai 1994 bezüglich der Prämie zugunsten der Schaffleischerzeuger;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 30. November 2001 bezüglich der Schlachtpremie im Rindfleischsektor;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 30. November 2001 bezüglich der Sonderprämie und der Extensivierungsprämie für die Rindfleisch-erzeuger;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Anwendung des Königlichen Erlasses vom 3. Mai 1994 bezüglich der Prämie zugunsten der Schaffleischerzeuger;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 30. November 2001 bezüglich der zusätzlichen Zahlungen für Rindfleisch;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 30. November 2001 bezüglich der Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2003 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2003 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Anwendung des Königlichen Erlasses vom 3. Mai 1994 bezüglich der Prämie zugunsten der Schaffleischerzeuger;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2004 zur Einführung einer Prämie für Milchprodukte und zusätzlicher Zahlungen zugunsten der Milcherzeuger;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2005 zur Abweichung von gewissen Auflagen im Bereich der Branche in Anwendung der Betriebsprämienregelung im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. März 2007 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. März 2007 zur Einführung einer Stützungsregelung, die darauf abzielt, die störenden Auswirkungen auf den Geflügelfleischsektor für den Zeitraum vom 1. Januar bis zum 30. April 2006, die auf das Auftreten der aviären Influenza in bestimmten Mitgliedstaaten der Europäischen Union zurückzuführen sind, auszugleichen;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 14. März 1995 über die Gewährung einer Beihilfe für die Durchführung von Demonstrationsprojekten über die Anwendung der Produktionsverfahren, die mit den sogenannten agrarökologischen Anforderungen des Umweltschutzes vereinbar sind;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 18. März 1999 zur Festlegung des Musters der bei der Beantragung von agrarökologischen Subventionen zu verwendenden Antragsformulare;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 12. Juni 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2000 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 3. Dezember 2001 bezüglich der Schlachtpremie im Rindfleischsektor, zuletzt abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 und vom 17. Februar 2005;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 3. Dezember 2001 bezüglich der Sonderprämie und der Extensivierungsprämie für die Rindfleischerzeuger, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 3. Dezember 2001 bezüglich der zusätzlichen Zahlungen für Rindfleisch, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 3. Dezember 2001 bezüglich der Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002; Aufgrund des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2001 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 und vom 26. August 2003;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 23. Dezember 2002 zur Festlegung des Referenzeinkommens für das Jahr 2002, festgelegt kraft des Artikels 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 1. Oktober 2003 über die Ermäßigung der Zinssubventionen für die Anträge auf Landwirtschaftliche Beihilfen, über die im Jahre 2002 befunden wurde;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 21. November 2003 zur Festlegung des Schwelleneinkommens für das Jahr 2003, festgelegt kraft des Artikels 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 15. Juni 2004 zur Festlegung des Schwelleneinkommens für das Jahr 2004, festgelegt kraft des Artikels 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 15. Juni 2004 über die Ermäßigung der Zinssubventionen für die Anträge auf Landwirtschaftliche Beihilfen, über die im Jahre 2003 befunden wurde;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 27. Mai 2005 über die Verringerung der Zinssubventionen für die Anträge auf die 2004 beschlossenen Beihilfen für die Landwirtschaft;

Aufgrund des am 14. Juli 2008 abgegebenen Gutachtens der ständigen Arbeitsgruppe der interministeriellen Konferenz "Agrarpolitik";

Aufgrund des am 13. Oktober 2008 gegebenen Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung;

Aufgrund des am 4. März 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 45.969/4;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten, des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung und des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - § 1. Im Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird Folgendes aufgehoben:

1^o Artikel 273, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Juni 1994;

2^o Artikel 452/54 bis 452/59, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003.

Art. 2 - Werden aufgehoben:

1^o der Königliche Erlass vom 16. März 2000 mit Durchführungsbestimmungen hinsichtlich der Prämienregelung, der Produktionsquoten und der Sonderbeihilfe für Erzeugergemeinschaften im Rohtabaksektor;

2^o der Königliche Erlass vom 25. April 2004 zur Einführung einer Stützungsregelung für die zugelassenen Erstverarbeiter und die gleichgestellten Verarbeiter im Sektor Faserlein und Faserhanf;

3^o der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992 über die Ausstellung des wallonischen Qualitätszeichens für das Fleisch "Blanc Bleu fermier" (Blauweißbrind vom Bauernhof);

4^o der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Juli 1993 über die Ausstellung des wallonischen Qualitätszeichens für das Fleisch "Porc fermier" ("Schwein vom Bauernhof");

5^o der Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juli 1993 zur Zulassung der außenstehenden Kontrollstellen, die im Hinblick auf die Ausstellung des Wallonischen Qualitätszeichens für das Fleisch "Blanc Bleu Fermier" (Blauweißbrind vom Bauernhof) und das Fleisch "Porc fermier" (Schwein vom Bauernhof) benannt wurden;

6^o der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. September 1994 über die Ausstellung des "Label de qualité wallon - Poulet de chair" (wallonisches Qualitätszeichen - Fleischhähnchen);

7^o der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. September 1994 zur Bezeichnung der bescheinigenden Stellen, die zur Ausstellung der Qualitätsbescheinigungen "Label de qualité wallon - Poulet de chair" (Wallonisches Qualitätszeichen - Fleischhähnchen) befugt sind;

- 8° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 1996 zur Verlängerung der Zulassungsdauer der in der Anlage des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Juli 1993 angeführten außenstehenden Kontrollstellen;
- 9° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 1997 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Juli 1991 zur Anerkennung von bescheinigenden Stellen im Rahmen des Dekrets vom 7. September 1989 über die Ausstellung des Wallonischen Qualitätszeichens, die Bezeichnung des wallonischen Ursprungs und die Bezeichnung des lokalen Ursprungs;
- 10° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 1998 über die Ausstellung der "Label de qualité - Escargot fermier" (Qualitätszeichen - Schnecke vom Bauernhof);
- 11° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 1998 zur Bezeichnung der bescheinigenden Stellen, die zur Ausstellung der Qualitätsbescheinigungen "Label de Qualité - Escargot fermier" (Qualitätszeichen - Schnecke vom Bauernhof) befugt sind;
- 12° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2000 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen;
- 13° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 3. Mai 1994 bezüglich der Prämie zugunsten der Schaffleischerzeuger;
- 14° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 30. November 2001 bezüglich der Schlachtprämie im Rindfleischsektor;
- 15° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 30. November 2001 bezüglich der Sonderprämie und der Extensivierungsprämie für die Rindfleischerzeuger;
- 16° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Anwendung des Königlichen Erlasses vom 3. Mai 1994 bezüglich der Prämie zugunsten der Schaffleischerzeuger;
- 17° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 30. November 2001 bezüglich der zusätzlichen Zahlungen für Rindfleisch;
- 18° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 30. November 2001 bezüglich der Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe;
- 19° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen;
- 20° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2003 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft;
- 21° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Anwendung des Königlichen Erlasses vom 3. Mai 1994 bezüglich der Prämie zugunsten der Schaffleischerzeuger;
- 22° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2004 zur Einführung einer Prämie für Milchprodukte und zusätzlicher Zahlungen zugunsten der Milcherzeuger;
- 23° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2005 zur Abweichung von gewissen Auflagen im Bereich der Branche in Anwendung der Betriebsprämienregelung im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik;
- 24° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. März 2007 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft;
- 25° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. März 2007 zur Einführung einer Stützungsregelung, die darauf abzielt, die störenden Auswirkungen auf den Geflügelfleischsektor für den Zeitraum vom 1. Januar bis zum 30. April 2006, die auf das Auftreten der aviären Influenza in bestimmten Mitgliedstaaten der Europäischen Union zurückzuführen sind, auszugleichen;
- 26° der Ministerialerlass vom 14. März 1995 über die Gewährung einer Beihilfe für die Durchführung von Demonstrationsprojekten über die Anwendung der Produktionsverfahren, die mit den sogenannten agrarökologischen Anforderungen des Umweltschutzes vereinbar sind;
- 27° der Ministerialerlass vom 18. März 1999 zur Festlegung des Musters der bei der Beantragung von agrarökologischen Subventionen zu verwendenden Antragsformulare;
- 28° der Ministerialerlass vom 12. Juni 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2000 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen;
- 29° der Ministerialerlass vom 3. Dezember 2001 bezüglich der Schlachtprämie im Rindfleischsektor sowie die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 und vom 17. Februar 2005, die ihn abändern;
- 30° der Ministerialerlass vom 3. Dezember 2001 bezüglich der Sonderprämie und der Extensivierungsprämie für die Rindfleischerzeuger sowie der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002, der ihn abändert;
- 31° der Ministerialerlass vom 3. Dezember 2001 bezüglich der zusätzlichen Zahlungen für Rindfleisch sowie der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002, der ihn abändert;
- 32° der Ministerialerlass vom 3. Dezember 2001 bezüglich der Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe sowie der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002, der ihn abändert;
- 33° der Ministerialerlass vom 20. Dezember 2001 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen sowie die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 und vom 26. August 2003, die ihn abändern;
- 34° der Ministerialerlass vom 23. Dezember 2002 zur Festlegung des Referenzeinkommens für das Jahr 2002, festgelegt kraft des Artikels 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft;
- 35° der Ministerialerlass vom 1. Oktober 2003 über die Ermäßigung der Zinssubventionen für die Anträge auf Landwirtschaftliche Beihilfen, über die im Jahre 2002 befunden wurde;
- 36° der Ministerialerlass vom 21. November 2003 zur Festlegung des Schwelleneinkommens für das Jahr 2003, festgelegt kraft des Artikels 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft;
- 37° der Ministerialerlass vom 15. Juni 2004 zur Festlegung des Schwelleneinkommens für das Jahr 2004, festgelegt kraft des Artikels 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft;
- 38° der Ministerialerlass vom 15. Juni 2004 über die Ermäßigung der Zinssubventionen für die Anträge auf Landwirtschaftliche Beihilfen, über die im Jahre 2003 befunden wurde;
- 39° der Ministerialerlass vom 27. Mai 2005 über die Verringerung der Zinssubventionen für die Anträge auf die 2004 beschlossenen Beihilfen für die Landwirtschaft.

Art. 3 - Der Minister der ländlichen Entwicklung und der Minister der Landwirtschaft werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Mai 2009

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2078

[2009/202469]

14 MEI 2009. — Besluit van de Waalse Regering houdende opheffing van enkele bepalingen inzake stedenbouw en landbouw

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw-, en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het decreet van 7 december 1989 betreffende de toekenning van het Waalse kwaliteitslabel, de aanduiding van lokale herkomst en de aanduiding van Waalse herkomst, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 273 en de artikelen 452/54 tot 452/59;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 september 1955 houdende opdracht, aan de Minister van Landbouw, van de bevoegdheid om het bedrag en de voorwaarden van de bijdragen van het Landbouwfonds te bepalen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999 tot toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 maart 2000 betreffende de uitvoering van de premieregeling, de productiequotaregeling en de toekenning van de specifieke steun aan de telersverenigingen in de sector ruwe tabak;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 2004 tot instelling van een steunregeling voor de eerste verwerkers en met een verwerker gelijkgestelde telers in de sector vezelvlas en -hennep;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992 tot toekenning van het Waalse kwaliteitslabel aan het "Blanc Bleu fermier"-rundvlees;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 juli 1993 tot toekenning van het Waalse kwaliteitslabel aan het "Porc fermier"-varkensvlees;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 juli 1993 tot erkenning van de derde controle-instellingen voor de toekenning van het Waalse kwaliteitslabel aan het "Blanc Bleu fermier"-rundvlees en aan het "Porc fermier"-varkensvlees;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 september 1994 tot toekenning van de benaming "Label de Qualité wallon - Poulet de chair";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 september 1994 tot aanduiding van de keuringsdiensten die ertoe gemachtigd zijn het kwaliteitslabel "Label de Qualité wallon - Poulet de chair" te verlenen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 1996 tot verlenging van de erkenningsperiode van de als controlediensten optredende derden opgesomd in de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 1997 tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 juli 1991 houdende erkenning van keuringsdiensten in het kader van het decreet van 7 september 1989 betreffende de toekenning van het Waalse kwaliteitslabel, de benaming van Waalse herkomst en de benaming van lokale herkomst;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 1998 tot toekenning van de benaming "Label de Qualité - Escargot fermier";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 1998 tot aanwijzing van de keuringsdiensten die het kwaliteitslabel "Escargot fermier" mogen verlenen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2000 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999 tot toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 mei 1994 betreffende de premie ten behoeve van producenten van schapenvlees;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de slachtpremie in de rundvleessector;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de speciale premie en het extensiveringsbedrag voor producenten van rundvlees;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 houdende toepassing van het koninklijk besluit van 3 mei 1994 betreffende de premie ten behoeve van producenten van schapenvlees;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de extra betalingen in de sector rundvlees;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de zoogkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoogkoeien;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2003 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2003 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 houdende toepassing van het koninklijk besluit van 3 mei 1994 betreffende de premie ten behoeve van producenten van schapenvlees;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot instelling van een premie voor zuivelproducten en van extrabetalingen ten gunste van de zuivelproducenten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2005 tot afwijking van sommige verplichtingen inzake braaklegging in geval van toepassing van de bedrijfstoeslagregeling in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2007 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 maart 2007 tot vastlegging van een steunregeling ter compensatie van de gevolgen van de marktverstoring in de pluimveesector tussen 1 januari en 30 april 2006 na het uitbreken van de vogelgriep in sommige lidstaten van de Europese Unie;

Gelet op het ministerieel besluit van 14 maart 1995 betreffende de toekenning van een steun voor de realisatie van demonstratieprojecten met betrekking tot de toepassing van landbouwproductiemethoden die verenigbaar zijn met de eisen inzake milieubescherming;

Gelet op het ministerieel besluit van 18 maart 1999 tot vaststelling van het model van de te gebruiken formulieren voor de indiening van toelagenaanvragen voor een milieuvriendelijke landbouw;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 juni 2001 houdende toepassingsmodaliteiten voor het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2000 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999 waarbij toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw worden verleend;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 december 2001 betreffende de slachtpremie in de rundvleessector alsmede de besluiten van de Waalse Regering van 19 december 2002 en 17 februari 2005 die het wijzigen;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 december 2001 betreffende de speciale premie en het extensiveringsbedrag voor producenten van rundvlees alsmede het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 dat het wijzigt;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 december 2001 betreffende de extra betalingen in de sector rundvlees, alsmede het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 dat het wijzigt;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 december 2001 betreffende de zoogkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoogkoeien alsmede het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 dat het wijzigt;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 december 2001 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunmaatregel voor de producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, alsmede de besluiten van de Waalse Regering van 19 december 2002 en 26 augustus 2002 die het wijzigen;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 december 2002 tot bepaling van het referentie-inkomen 2002, vastgelegd krachtens artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 oktober 2003 betreffende de reductie van de rentetoeelagen voor landbouwsteunaanvragen waarover in 2002 is beslist;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 november 2003 betreffende de vaststelling van het referentie-inkomen 2003, vastgesteld wegens artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 juni 2004 betreffende de vaststelling van het referentie-inkomen 2004, vastgesteld wegens artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 juni 2004 betreffende de reductie van de rentetoeelagen voor landbouwsteunaanvragen waarover in 2003 is beslist;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 mei 2005 betreffende de reductie van de rentetoeelagen voor landbouwsteunaanvragen waarover in 2004 is beslist;

Gelet op het advies van de voortdurende werkgroep van de Interministeriële Conferentie Landbouw voor het Landbouwbeleid, gegeven op 14 juli 2008;

Gelet op het advies van de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) van 13 oktober 2008;

Gelet op het advies 45.969/4 van de Raad van State, gegeven op 4 maart 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-President, van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling en van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. In het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden de volgende artikelen opgeheven :

1^o artikel 273, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juni 1994;

2^o de artikelen 452/54 tot 452/59, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003.

Art. 2. Opgeheven worden :

1^o het koninklijk besluit van 16 maart 2000 betreffende de uitvoering van de premieregeling, de productiequotaregeling en de toekenning van de specifieke steun aan de telersverenigingen in de sector ruwe tabak;

2^o het koninklijk besluit van 25 april 2004 tot instelling van een steunregeling voor de eerste verwerkers en met een verwerker gelijkgestelde telers in de sector vezelvlas en -hennep;

3^o het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992 tot toekenning van het Waalse kwaliteitslabel aan het "Blanc Bleu fermier"-rundvlees;

4^o het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 juli 1993 tot toekenning van het Waalse kwaliteitslabel aan het "Porc fermier"-varkensvlees;

5° het besluit van de Waalse Regering van 22 juli 1993 tot erkenning van de derde controle-instellingen voor de toekenning van het Waalse kwaliteitslabel aan het "Blanc-Bleu fermier"-rundvlees en aan het "Porc fermier"-varkensvlees;

6° het besluit van de Waalse Regering van 29 september 1994 tot toekenning van de benaming "Label de Qualité wallon - Poulet de chair";

7° het besluit van de Waalse Regering van 29 september 1994 tot aanduiding van de keuringsdiensten die ertoe gemachtigd zijn het kwaliteitslabel "Label de Qualité wallon - Poulet de chair" te verlenen;

8° het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 1996 tot verlenging van de erkenningsperiode van de als controlediensten optredende derden opgesomd in de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juli 1993;

9° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 december 1997 tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 juli 1991 houdende erkenning van keuringsdiensten in het kader van het decreet van 7 september 1989 betreffende de toekenning van het Waalse kwaliteitslabel, de benaming van Waalse herkomst en de benaming van lokale herkomst;

10° het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 1998 tot toekenning van de benaming "Label de Qualité - Escargot fermier";

11° het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 1998 tot aanwijzing van de keuringsdiensten die het kwaliteitslabel "Escargot fermier" mogen verlenen;

12° het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2000 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999 tot toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw;

13° het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 mei 1994 betreffende de premie ten behoeve van producenten van schapenvlees;

14° het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de slachtpremie in de rundvleessector;

15° het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de zoogkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoogkoeien;

16° het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 mei 1994 betreffende de premie ten behoeve van producenten van schapenvlees;

17° het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de extra betalingen in de sector rundvlees;

18° het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de zoogkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoogkoeien;

19° het koninklijk besluit van 19 december 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen;

20° het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2003 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw;

21° het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2003 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 houdende toepassing van het koninklijk besluit van 3 mei 1994 betreffende de premie ten behoeve van producenten van schapenvlees;

22° het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot instelling van een premie voor zuivelproducten en van extrabetalingen ten gunste van de zuivelproducenten;

23° het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2005 tot afwijking van sommige verplichtingen inzake braaklegging in geval van toepassing van de bedrijfstoelageregeling in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

24° het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2007 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw;

25° het besluit van de Waalse Regering van 19 maart 2007 tot vastlegging van een steunregeling ter compensatie van de gevolgen van de marktverstoring in de pluimveessector tussen 1 januari en 30 april 2006 na het uitbreken van de vogelgriep in sommige lidstaten van de Europese Unie;

26° het ministerieel besluit van 14 maart 1995 betreffende de toekenning van een steun voor de realisatie van demonstratieprojecten met betrekking tot de toepassing van landbouwproductiemethoden die verenigbaar zijn met de eisen inzake milieubescherming;

27° het ministerieel besluit van 18 maart 1999 tot vaststelling van het model van de te gebruiken formulieren voor de indiening van toelagenaanvragen voor een milieuvriendelijke landbouw;

28° het ministerieel besluit van 12 juni 2001 houdende toepassingsmodaliteiten voor het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2000 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999 waarbij toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw worden verleend;

29° het ministerieel besluit van 3 december 2001 betreffende de slachtpremie in de rundvleessector alsmede de besluiten van de Waalse Regering van 19 december 2002 en 17 februari 2005 die het wijzigen;

30° het ministerieel besluit van 3 december 2001 betreffende de speciale premie en het extensiveringsbedrag voor producenten van rundvlees alsmede het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 dat het wijzigt;

31° het ministerieel besluit van 3 december 2001 betreffende de extra betalingen in de sector rundvlees alsmede het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 dat het wijzigt;

32° het ministerieel besluit van 3 december 2001 betreffende de zoogkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoogkoeien alsmede het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 dat het wijzigt;

33° het ministerieel besluit van 20 december 2001 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunmaatregel voor de producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, alsmede de besluiten van de Waalse Regering van 19 december 2002 en 26 augustus 2003 die het wijzigen;

34° het ministerieel besluit van 23 december 2002 tot bepaling van het referentie-inkomen 2002, vastgelegd krachtens artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw;

35° het ministerieel besluit van 1 oktober 2003 betreffende de reductie van de rentetoelagen voor landbouwsteunaanvragen waarover in 2002 is beslist;

36° het ministerieel besluit van 21 november 2003 tot bepaling van het referentie-inkomen 2003, vastgelegd krachtens artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw;

37° het ministerieel besluit van 15 juni 2004 tot bepaling van het referentie-inkomen 2004, vastgelegd krachtens artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw;

38° het ministerieel besluit van 15 juni 2004 betreffende de reductie van de rentetoelagen voor landbouwsteunaanvragen waarover in 2003 is beslist;

39° het ministerieel besluit van 27 mei 2005 betreffende de reductie van de rentetoeelagen voor landbouwsteun-aanvragen waarover in 2004 is beslist;

Art. 3. De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling en de Minister van Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 mei 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;
B. LUTGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 2079 (2009-1975) [2009/31353]

30 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale autorisant l'application d'un plan de gestion pour la partie de la forêt de Soignes située dans la Région de Bruxelles-Capitale. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 4 juin 2009, p. 39979, acte n° 2009/31320, il faut lire l'intitulé comme ci-dessus.

A la page 39979 : prière de lire : « Bruxelles, le 30 avril 2003. »

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 2079 (2009-1975) [2009/31353]

30 APRIL 2003. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de goedkeuring van de toepassing van een beheerplan voor het deel van het Zoniënwood gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 4 juni 2009, bl. 39978, akte nr. 2009/31320, moet de hoofding gelezen worden zoals hierboven.

Op bl. 39979 : gelieve te lezen : « Brussel, 30 april 2003. »

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 2080 [C - 2009/31351]

4 JUNI 2009. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune fixant les procédures de programmation et d'agrément des établissements d'accueil ou d'hébergement pour personnes âgées relevant de la Commission communautaire commune

Le Collège réuni,

Vu l'ordonnance du 24 avril 2008 relative aux établissements d'accueil ou d'hébergement pour personnes âgées, les articles 6, alinéa 2, 7, § 1^{er}, alinéa 2, 10, § 1^{er}, alinéa 2, 12, alinéas 1^{er} et 6, 13, alinéa 1^{er}, 14 et 18;

Vu l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 28 mars 1991 modifiant diverses dispositions relatives aux maisons de repos pour personnes âgées, l'article 3;

Vu l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 7 octobre 1993 fixant la procédure relative à l'autorisation de fonctionnement provisoire, à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément et à la fermeture des établissements hébergeant des personnes âgées;

Vu l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 13 mai 2001 instituant un moratoire sur l'ouverture de nouveaux lits dans les maisons de repos;

Vu l'avis de la section des institutions et établissements pour personnes âgées de la Commission de l'Aide aux personnes du Conseil consultatif de la Santé et de l'Aide aux personnes de la Commission communautaire commune, donné le 22 décembre 2008;

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

N. 2009 — 2080 [C - 2009/31351]

4 JUNI 2009. — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de procedures voor de programmering en de erkenning van de voorzieningen voor opvang of huisvesting van bejaarde personen die tot de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie behoren

Het Verenigd College,

Gelet op de ordonnantie van 24 april 2008 betreffende de voorzieningen voor opvang of huisvesting van bejaarde personen, de artikelen 6, tweede lid, 7, § 1, tweede lid, 10, § 1, tweede lid, 12, eerste en zesde lid, 13, eerste lid, 14 en 18;

Gelet op het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 28 maart 1991 tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende de rustoorden voor bejaarden, artikel 3;

Gelet op het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 7 oktober 1993 tot vaststelling van de procedure betreffende de voorlopige werkingsvergunning, de erkenning, de weigering en de intrekking van de erkenning en de sluiting van de inrichtingen die bejaarden huisvesten;

Gelet op het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 13 mei 2001 tot invoering van een moratorium op de opening van nieuwe bedden in rusthuizen;

Gelet op het advies van de afdeling instellingen en inrichtingen voor bejaarde personen van de Commissie voor Welzijnszorg van de Adviesraad voor Gezondheids- en Welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, gegeven op 22 december 2008;